

Médicaments : chantage, surfacturation

Rares sont les «sources» qui ont accepté d'être citées. «On a beau militer pour réguler le marché mais, nous n'avons pu changer grand-chose. La dénonciation des pratiques frauduleuses nous a, au contraire, attiré ennuis et préjudices», déplore un membre du conseil national du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) qui a requis l'anonymat.

Dossier réalisé par Lyas Hallas

Des ruptures sont venues perturber le marché du médicament peu après l'annonce fin 2010 par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière de restrictions sur les importations de produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux fabriqués localement.

La liste est publiée en annexe de l'arrêté du 8 mai 2011 relatif à l'interdiction d'importation des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux destinés à la médecine humaine fabriqués en Algérie. Ainsi, près de 300 médicaments destinés à la vente dans les officines et une centaine d'autres à usage hospitalier ont été déclarés en rupture sur le marché. Une rupture plutôt «organisée», affirme le même syndicaliste.

«Personne, en fait, n'avait besoin du Snapo pour savoir qu'il y a des ruptures, des monopoles, des pratiques condamnables et des magouilles dans le marché du médicament», avance-t-il.

Qui est derrière cette rupture ?

Le ministère de la Santé a carrément interdit l'importation de produits qui sont fabriqués par trois opérateurs locaux et plus, il a limité à deux tiers des besoins du marché l'importation de produits fabriqués par deux opérateurs nationaux et à un tiers de ses besoins l'importation de produits fabriqués par un seul opérateur.

Le ministère de la Santé a également annoncé des «business plans triennaux (2012-2014)» visant à réaliser 70% des besoins nationaux d'ici à 2014.

L'objectif étant de favoriser la production nationale pour limiter la facture des importations. Des restrictions qui équivaldraient à un rétrécissement de la part du marché des fournisseurs français et américains.

Ainsi, la quasi-totalité des produits en rupture sur le marché ces derniers mois sont fabriqués dans des laboratoires que contrôlent des multinationales françaises et américaines ayant vu leurs parts du marché rétrécir en Algérie.

L'application de la nomenclature nationale des médicaments enregistrés, que propose sur son site l'Agence nationale de documentation de la santé (ANDS), permet de situer les responsabilités.

Elle offre la possibilité de recherche par mots-clés (dénomination commune internationale, nom de marque, laboratoire et pays d'origine). Il suffit d'y introduire le nom d'un médicament. Le leader mondial Sanofi-Aventis est à la tête



Près de 300 médicaments destinés à la vente dans les officines et une centaine d'autres à usage hospitalier ont été déclarés en rupture sur le marché.

d'une liste longue de quelques dizaines d'opérateurs. Le groupe français a dépêché, jeudi dernier, son vice-président international et porte-parole, Antoine Ortol, pour «reformuler les liens de confiance», apparemment rompus.

«... C'est aussi une occasion de rencontrer un certain nombre d'autorités en particulier le ministre de l'Industrie, et celui des Finances et, bien sûr, nous avons rencontré notre partenaire unique et privilégié qui est Sidal. Pour ma part, l'objectif est clair : il s'agit de reformuler ou formuler la confiance et notre engagement sur le marché algérien qui est pour nous stratégique ; c'est un marché important, c'est un marché en croissance, c'est un marché où les produits sont remboursés. En Algérie, il y a effectivement des besoins dans nos domaines, à savoir le diabète, l'oncologie et bien d'autres domaines. Je dis confiance, c'est parce que c'est un marché que nous connaissons bien, nous y sommes depuis plus de 20 ans, quelles que soient les circonstances...», a souligné M. Ortol dans un entretien accordé à notre confrère *Liberté*, publié samedi dernier.

Il convient de préciser que sur la liste des médicaments qui manquaient dans les officines (une liste de 271 produits au 15 novembre 2011 dont nous détenons une copie), 33 médicaments sont produits par Sidal... Et bien d'autres sont fabriqués par des laboratoires privés algériens. «On a l'impression que ces gens-là sont un peu trop sûrs d'eux et bénéficient de protection au sein des cercles de décision», renchérit notre source.

Pratiques «frauduleuses et détestables», se disent certains. Mais va-t-on jusqu'à mettre la vie du malade en péril pour défendre sa «croûte» ? Faut-il du chantage au gouvernement par la rétention des stocks de certains produits pour l'acculer à faire machine arrière ?

«Probablement ! Je ne sais pas. Parce qu'ils dominent le marché, ça peut leur servir de moyen de pression. Mais, franchement, je ne sais pas», s'est contenté de dire un haut cadre du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Un lobby très puissant

Les multinationales du médicament ont obtenu d'importantes concessions par le passé, pourquoi pas maintenant ? Dans le cadre des négociations avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), indique un responsable au fait du dossier, lesdits laboratoires ont fait du lobbying auprès de leurs gouvernements pour qu'ils fassent pression sur l'Algérie.

Des mécanismes de contrôle indispensables pour réguler le marché ont été supprimés. C'était au courant de l'année 2005.

L'exemple le plus frappant est celui de l'«obligation de production» qui fut une condition posée par les autorités algériennes dans le cahier des charges applicable auparavant, à l'ouverture même du marché. De même pour la procédure de déclaration statistique de chaque opération de dédouanement.

Ces deux mécanismes existaient, faut-il le rappeler, depuis 1995. Ainsi, l'Etat est devenu aveugle. Rien ne lui permet de vérifier si un importateur a honoré ses engagements, s'il a importé ou pas les quantités prévues dans son programme d'importation.

A partir de cette date, l'importateur ne devant signer qu'un engagement pour son programme d'importation. Un engagement qui lui sert plutôt de justificatif pour accéder aux devises.

Ces mêmes multinationales continuent, jusqu'à maintenant, d'exporter le gros de leurs produits commercialisés vers l'Algérie.

Autre question : «Pourquoi le tarif de référence du remboursement de chaque médicament, est resté inappli-

qué jusqu'au mois de février 2009, malgré le fait qu'il soit à l'ordre du jour depuis 1995, soit 14 ans, et qu'il a été institué officiellement (arrêté interministériel du 21 décembre 1995, ndlr) comme base de la prise en charge des produits pharmaceutiques par la sécurité sociale», s'interroge-t-on ?

La Caisse nationale de sécurité sociale (CNAS) est, de fait, le premier acheteur du médicament du marché et dispose d'un important pouvoir de négociation. Ça a servi à rien pendant 14 ans.

Surfacturations

«Des laboratoires pharmaceutiques procèdent à des surfacturations et le préjudice financier sur la période auctuée s'élève à 98 millions de dollars», a déclaré le ministre de la Santé le 13 décembre dernier à Laghouat en marge de la visite du président effectuée dans cette wilaya. «Mais ça ne date pas d'hier et le préjudice se chiffre peut-être en milliards !», s'offusque notre source au ministère de la Santé. «Nous n'avons pas les moyens de les contrôler et ces opérateurs continuent à nous duper jusqu'à maintenant», estime-t-elle.

«Juste après la mise en vigueur du tarif de référence pour le remboursement du médicament, plusieurs opérateurs ont considérablement baissé leurs prix. Des prix trois fois inférieurs à ceux appliqués auparavant, il y a de quoi se poser des questions !», a indiqué un médecin de la Cnas.

L'arrêté du 8 mai 2011, cité plus haut interdit, à titre d'exemple, l'importation, entre autres produits, de l'Ondansetron dont l'écart entre son prix le plus bas (723,99 DA) et son prix le plus élevé (9 000 DA) sur le marché est de 1143% ! Pour ne citer que celui-là.

Le procédé est d'une simplicité déconcertante. Et c'est, peut-être, la raison pour laquelle l'Etat n'a rien vu venir auparavant.